

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Filière bois : les sociétés "parquent" le social dans les tiroirs

**L'EXPLOITATION** forestière dans la Louetsi-Wano ne bénéficierait qu'aux sociétés qui y sont implantées.

Gloire Junaël MOUBEDI BIGOGO  
Lebamba/Gabon

**N**OUS sommes au début de l'an 2018. Alors que l'économie locale repose pour une grande partie sur l'agriculture, une société forestière s'implante en terre louvanoise, avec pour objectif l'exploitation d'une assiette couvrant 5 regroupements de village : Kanda, Moukoundou, Idembet et, dans une moindre mesure, Nzoundou et Issinga dont la superficie est de 399 977 hectares, avec effet de finage. La société en question, Transport de bois et négoce international (TBNI), est dirigée par un certain Monténégro.

Ce sont tout naturellement les autorités locales qui accueillent les nouveaux venus, à qui ils déclinent leur feuille de route. "Quand TBNI s'est rendue vers les populations, nous avons eu une lueur d'espoir pour le développement de nos villages", confie Michel Mayombo. Et, dans leurs échanges avec leurs hôtes, les populations, en marge des fonds de développement local qui restent un acquis, vont émettre un certain nombre de préoccupations : l'embauche prioritaire des jeunes des villages, l'aménagement des routes, la dotation des dispensaires en médicaments et en kits scolaires pour les établissements, ainsi que l'éclairage public à partir des panneaux solaires. "Mais nos revendications avaient du mal à être acceptées par les responsables de la société qui décident alors quelque temps après de plier bagages", rapporte Honorine Maïnzda, agricultrice. Des mois après, c'est Maurel qui prendra les rênes de l'exploitation

forestière dans la région. Bis repetita : application de la même politique que son prédécesseur. Cependant, un espoir naît du milieu des habitants quand le directeur d'exploitation, Franck Duvall, va essayer de contourner la situation en acceptant de gratter une seule fois quelques routes où passent ses engins. Moukoundou, Kanda, Idembet et Lebamba jusqu'au pont de la rivière Biroundou, bénéficient de cette attention. Depuis lors, aucun autre geste en direction des villageois ou visant l'amélioration de leurs conditions de vie n'a plus jamais été perceptible. En dehors des retombées des fonds de développements local dont les villages ont bénéficié à travers la mise en place de mini-châteaux d'eau, la fourniture d'un groupe électrogène, d'une débroussailleuse, etc.

"Sur le plan social, aucune structure publique comme l'école, l'éclairage villageois n'a été réalisée. Seuls une fois, depuis le début des coupes, les dispensaires avaient reçu une petite dotation", précise Antoine Mougongo, chef de village de Nzoundou.

Le comble atteint son sommet dans l'embauche des travailleurs où, malgré la mise en place d'une commission au Conseil départemental, chargée d'examiner et valider les dossiers, les recrutements se feraient davantage sur la base des relations pour les personnels sans qualification. Pis, une fois embauché, vous êtes soumis à un contrat mensuel qui peut durer au gré de la société. Celle-ci s'interdisant par ailleurs d'abriter une quelconque représentation du personnel. Ce qui, naturellement, laisse le champ libre aux licenciements abusifs des travailleurs.

Les mêmes plaintes émanent de la succursale Forestry développement Gabon (FDG), basée à Mabanga. Là-bas, signale-t-on, la société n'aurait



Photo: Bigogo

Scierie d'une société forestière.

recruté localement que dix jeunes, contre des dizaines venus d'ailleurs. "(...) Nous qui sommes sur place nous n'avons que nos yeux pour regarder", constate Pierre Tsamba, sans-emploi. Et même sur le plan des infrastructures routières, où passent d'ailleurs chaque jour leurs transports de grumes, c'est

un pont forestier d'un autre âge sur la rivière Niombo qui a été construit. "La mauvaise qualité de ce pont montre que les sociétés forestières n'ont aucun intérêt pour le bien-être des populations", s'indigne Michel Nioundou.

Du côté du regroupement des villages Mouyamba, la société

Hong Lin Wood semble un peu sortir du lot en octroyant mensuellement une somme de 100 000 francs en médicament dans chaque unité sanitaire des villages impactés. Mais pour le reste, "même pipe, même tabac", le personnel étant soumis à un régime d'une époque que l'on croyait révolue.

## Contribuer au développement de l'arrière-pays

GJMB  
Lebamba/Gabon

**L**E développement d'une contrée repose en grande partie sur son économie. Plus elle est dynamique, plus les retombées participent à l'amélioration des conditions de vie de ses populations.

Dans le département de la Louetsi-Wano où l'agriculture

constitue le premier maillon de l'économie et où les espaces mis en valeur servent souvent à l'autosuffisance alimentaire, l'arrivée des sociétés forestières constitue un espoir pour asseoir un véritable développement, du moins pour les zones impactées. Mais au vu de l'expérience, l'on constate que ce sont plutôt les exploitants qui bénéficient seuls des retombées de leur

présence dans ces régions. Les populations continuant à baigner dans la précarité. Une situation fortement dénoncée et que les pouvoirs publics gagneraient à prendre en compte avant toute mise en exploitation d'un permis forestier. De sorte que chaque société contribue effectivement au développement de l'arrière-pays.